

Agression . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 11 octobre 1934

Il semble que le gouvernement n'ait pu supporter que l'attitude de l'Égypte demeure, tout au long de cette crise aiguë, une attitude de calme, de sécurité et de paix — une attitude distinguée par sa pureté et sa clarté, quand bien même les opinions s'y heurteraient violemment et les doctrines s'y presseraient en foule, quand bien même l'inquiétude y grandirait et le désordre s'y aggraverait, quand bien même d'innombrables rumeurs contradictoires s'y répandraient de toutes les bouches. Il semble que le gouvernement n'ait pu supporter que l'attitude égyptienne demeure pure et sans tache tout au long de cette crise aiguë, et ait refusé qu'elle passât sans être teintée, ne fût-ce que légèrement, de rouge — sans être maculée d'un peu de sang, du sang de quelques Égyptiens. Et c'est ainsi qu'advint ce qui advint de cette agression ignoble que la police a commise avant-hier, lorsque le chef du Wafd revint de sa villégiature estivale pour s'établir de nouveau dans la ville du Caire.

Le gouvernement dispose peut-être de quelque excuse pour ce péché hideux qu'a commis la police égyptienne, pour cette agression ouverte que les troupes égyptiennes ont infligée au peuple égyptien — car l'intelligence du gouvernement, si vive et si vigoureuse soit-elle, si habile et si souple soit-elle, si attachée au silence et si soucieuse de discrétion soit-elle, n'est pas parvenue à l'en extraire, et ne lui a préparé nulle issue à cette crise. Et lorsque l'intelligence habile, pénétrante et précise ne trouve pas d'issue, peut-être l'agression nue et déclarée fera-t-elle l'affaire à sa place. Le gouvernement s'est efforcé, semble-t-il, de persuader les Anglais de le maintenir au pouvoir, et a échoué. Le gouvernement s'est efforcé de persuader les Anglais que ses propres vues sur la résolution de cette crise étaient justes et fondées, et a échoué. Le gouvernement s'est efforcé, semble-t-il, de se trouver des soutiens et des partisans parmi les Égyptiens, et a échoué. Le gouvernement s'est efforcé, semble-t-il, de calmer l'inquiétude des Égyptiens par ce discours que le président du Conseil a prononcé — et dans lequel il n'a strictement rien dit — et a échoué. Le gouvernement est impuissant à frapper les Anglais à coups de bâton et de fouet ; le gouvernement est impuissant même à empêcher les Anglais de se retourner contre lui ou de comploter dans son dos ; le gouvernement est impuissant même à empêcher le délégué du Haut-Commissaire d'inspecter les casernes et les postes de

police. Et si le gouvernement est impuissant face aux Anglais, qu'il frappe donc les Égyptiens, et qu'il fasse besogner bâtons et fouets sur leurs têtes et leurs corps — car qu'est-ce donc qui pourrait bien l'en empêcher ? Les Anglais sont peut-être des hommes libres, que ne possède nul président du Conseil, dont il n'a hérité de nul père. Les Anglais sont peut-être des hommes libres, que ne possède pas davantage al-Qaisi Pacha, dont il n'a hérité de nul père non plus. Mais les Égyptiens sont des esclaves — les uns possédés par le président du Conseil par voie d'achat, les autres possédés par lui par voie d'héritage ; certains possédés par al-Qaisi Pacha, par achat ou par héritage. C'est donc le droit même du gouvernement de faire besogner bâtons et fouets sur leurs têtes et sur leurs corps — car qui donc pourrait empêcher un propriétaire de disposer de son propre bien exactement comme il l'entend, de le soumettre au mélange de sérieux et de plaisanterie qu'il lui plaît, aux formes de divertissement et de jeu qu'il choisit, aux genres d'indulgence et de tourment qu'il préfère ? Les Égyptiens sont la propriété du président du Conseil, et la propriété du ministre de l'Intérieur, et le gouvernement peut donc faire d'eux exactement ce qu'il veut — les combler, s'il le souhaite ; les torturer, s'il le préfère ; les vendre, si l'idée lui en vient — et nul ne saurait s'y opposer, sinon un homme qui ignore la loi, ou qui la brave délibérément. Sous nul autre angle d'interprétation ne peut-on comprendre ces actes que la police égyptienne a commis avant-hier, à l'intérieur comme à l'extérieur de la gare, sans compte, sans mesure, sans la moindre précaution. Toute tête égyptienne était livrée à la police égyptienne ; tout corps égyptien était livré à la police égyptienne, et les Égyptiens recevaient les coups sans distinction — entre le vieillard et l'enfant, entre l'homme instruit et l'ignorant, entre le journaliste et le simple particulier. Tous sont des serfs ; tous sont la propriété d'al-Qaisi Pacha, les uns hérités, les autres achetés les uns aux autres. Certains Égyptiens se trouvèrent exposés à un danger mortel ; d'autres se trouvèrent exposés à de véritables blessures — et la police n'y prêta aucune attention, ne s'en soucia nullement. Car le propriétaire de ce bien, le ministre de l'Intérieur, leur avait accordé toute licence de disposer de ce bien exactement comme bon leur semblait.

Et le propriétaire d'esclaves est libre de se défaire d'une part de ce cheptel humain, en l'exposant à la mort, ou en déversant sur lui le tourment. Il ne vous sied point, ni à moi, de mettre en cause al-Qaisi Pacha sur ce point, ni d'en débattre avec lui — car cela pourrait bien passer, de notre part, pour une pure impertinence, et al-Qaisi Pacha pourrait fort bien nous en tenir rigueur, nous exposant à notre tour au

danger, ou nous infligeant quelque tourment. Et le gouvernement dispose, semble-t-il, de quelque excuse pour cet emportement inconsidéré auquel il fut poussé avant-hier, qui le fit sortir de ses gonds et le poussa à cet excès d'agression — car l'on pourrait dire que ce même chef du Wafd, que le public fêtait avant-hier, avait rencontré le délégué du Haut-Commissaire et était demeuré en sa compagnie une heure ou davantage ; et cette rencontre porte en elle des soupçons, et cet entretien porte en lui des craintes ; et cet entretien, et tout ce qui pourrait s'ensuivre, et toute conséquence qui pourrait en découler, pourraient bien aboutir à la perte de l'autorité pour un peuple incapable d'assumer correctement les charges de cette autorité — surtout dans les circonstances mêmes où la difficulté ne cesse de s'aggraver et où les affaires ne cessent de s'embrouiller. Et donc, si les relations venaient à reprendre entre le Wafd et la résidence du Haut-Commissaire, si une rencontre venait à s'engager entre le chef du Wafd et les représentants de la Grande-Bretagne, si un dialogue venait à se poursuivre entre le chef du Wafd et les responsables anglais, alors il serait tout à fait raisonnable que le gouvernement perdît tout jugement sain sur les événements, toute justesse de pensée, toute modération dans sa conduite et son action ; et il serait tout à fait raisonnable que le gouvernement sortît de ses gonds et châtiât les Égyptiens parce qu'ils aiment le chef du Wafd, et torturât les Égyptiens parce qu'ils cherchent à le rencontrer, et exposât les Égyptiens au danger parce qu'ils accourent pour l'accueillir — avec un amour, une sincérité et une fidélité dont les ministres eux-mêmes n'ont jamais conquis ne fût-ce que le dixième, ou le centième, ou même le millième.

Le gouvernement est excusable pour ces péchés qu'a commis la police, puisque les événements, semble-t-il, lui ont totalement échappé. Mais qui donc a jamais prétendu que les Égyptiens fussent tenus de subir les conséquences de ce que le désespoir et le mauvais jugement poussent le gouvernement à commettre ?

Que le gouvernement ait été, avant-hier, en proie au désespoir, à un grave mauvais jugement, et à une véritable perte de tout empire sur lui-même — voilà qui ne souffre sérieusement aucun doute. Car le mardi était l'un des jours nationaux de l'Égypte, un jour où l'État et le peuple célèbrent ensemble l'anniversaire de l'avènement de Sa Majesté le Roi, et ce jour, entre tous les jours, aurait dû être le tout dernier où le sang fût versé, le tout dernier où la violence eût la moindre place. Et pourtant la police égyptienne a versé, ce jour même, le sang de certains Égyptiens — et un tel acte ne saurait jamais procéder d'hommes pleinement maîtres

de leur bon sens. Sa Majesté le Roi est souffrant ; les affaires de l'État ne lui sont pas soumises en ces jours, et les ministres n'agissent nullement selon son avis souverain dans ce qu'ils entreprennent ; le parlement en exercice se trouve dissous, et le gouvernement ne le consulte ni ne s'en remet à lui — et peut-être le gouvernement le craint-il, et s'en inquiète-t-il. Les Anglais sont, en ces jours mêmes, en froid avec le gouvernement, et les journaux ont rapporté qu'ils n'ont pas pris part, comme ils avaient coutume de le faire autrefois, à cette agression d'avant-hier. Ainsi les affaires des Égyptiens se trouvent-elles entre les mains de dix ministres, qui en disposent exactement comme ils l'entendent — non comme le souhaite le peuple égyptien, ni comme le souhaiterait le parlement — et qui accordent à la police licence d'agresser les Égyptiens, de leur fracasser la tête à coups de bâton, et de leur déchirer le corps à coups de fouet. Les ministres savent-ils seulement à quel point ce qu'ils entreprennent est répugnant ? Et le président du Conseil, ainsi que son ami al-Qaisi Pacha, mesurent-ils véritablement le poids de la responsabilité qu'ils portent tous deux désormais ?